



Ces avancées, qui ont été réalisées par exemple en Amérique latine et sur le plan de la réduction des disparités femmes-hommes en rapport avec l'insécurité alimentaire, sont le fruit d'efforts clairvoyants et adaptés aux circonstances. Elles montrent que les bons choix donnent de bons résultats.

Le Pacte pour l'avenir, qui a été adopté par les États membres à l'occasion du Sommet, réaffirme la nécessité de renforcer l'appui apporté de manière coordonnée aux pays et aux populations en situation d'insécurité alimentaire.

Le Pacte pour l'avenir met en avant un accès équitable à une alimentation sans danger pour la santé, abordable, suffisante et nutritive.

Il ressort clairement de l'ambition fixée qu'il faudrait inventer le CSA – s'il n'avait pas encore d'existence – et lui donner une dimension participative, une portée mondiale et une structure commune permettant de coconstruire la meilleure voie à suivre pour éliminer la faim dans le monde.

La plupart des populations des zones rurales les plus touchées par la faim et la malnutrition vivent à des endroits où il serait possible de produire des denrées alimentaires en quantité suffisante. Je vois là l'une des plus grandes injustices au monde.

De ce fait, ces populations sont celles qui bénéficieraient le plus de la mutualisation des efforts et des investissements.

La résilience, le caractère inclusif et la prospérité des économies rurales sont non seulement nécessaires, mais sont aussi propices à l'accélération du développement.

Le FIDA ambitionne d'investir plus de 10 milliards d'USD dans ces mêmes zones rurales au cours des trois prochaines années.

Ces investissements, dans la droite ligne du Pacte pour l'avenir et des efforts déployés par le CSA, viseront à aider les populations rurales à améliorer leur productivité agricole, à se nourrir et à nourrir la population locale, ainsi qu'à renforcer leur résilience face aux bouleversements, notamment face au changement climatique.

Nous mènerons à bien ce projet ambitieux, tout en reconnaissant que le CSA reste précieux pour le FIDA.

Sur le plan opérationnel, nous avons intégré les initiatives du CSA dans le cadre de nos activités dans les pays. Par exemple, le programme GeoTech4Tenure, que nous menons à bien avec la FAO, tire parti de technologies géospatiales de pointe afin de contribuer à garantir les droits fonciers des petits exploitants agricoles.

Le CSA élabore des principes de politique générale novateurs. Adoptés il y a 20 ans, les Directives volontaires du CSA à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate ont jeté les bases de systèmes alimentaires durables et inclusifs. D'autres lignes directrices établies par le CSA, notamment les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, sont déterminants dans les travaux que nous menons en faveur de pratiques justes et équitables.

Je suis fier que, sous ma présidence, le FIDA ait considérablement accru sa participation à l'effort nécessaire pour progresser sur cette voie.

Chers amis,

Je suis certain de me faire le porte-parole de chacun, notamment du Secrétaire général, en saluant le CSA en cette date importante qui marque ses cinquante années d'existence.

Le CSA est l'une des plus grandes instances dont nous disposons à l'appui de notre mission commune, qui est de forger des consensus, de renforcer les alliances et de nous conduire sur la voie à emprunter collectivement pour assurer la sécurité alimentaire et une bonne nutrition dans le monde.

Le FIDA est résolu – et je suis résolu – à travailler aux côtés du CSA pour régler définitivement la question de la faim et assurer la sécurité alimentaire de toutes les femmes et de tous les hommes dans tous les pays.

Je vous remercie de votre attention.